

23 mars 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'emploi et les investissements en matière de santé dans le monde, à Lyon le 23 mars 2016.

Monsieur le Président Jacob ZUMA,

Madame la directrice générale,

Monsieur le secrétaire général de l'OCDE,

je vous souhaite, Mesdames et Messieurs, la bienvenue ici à Lyon.

Le secrétaire général des Nations unies monsieur BAN Ki-Moon m'a demandé, avec le Président ZUMA, de coprésider cette Commission. Pour nous, c'est une responsabilité qui est très importante parce que les questions de santé sont majeures pour la vie, pour la mort et pour la lutte contre les inégalités, aussi bien dans chacun de nos pays qu'à l'échelle du monde.

Nous devons donc au cours de ces échanges évoquer notamment l'enjeu de l'emploi en matière de santé, voir quels sont les besoins que nous devons satisfaire, les formations que nous devons prévoir et également la répartition de ces emplois à l'intérieur de chacun de nos pays et au plan mondial.

Nous avons aussi et ce sera le sens de l'intervention de monsieur GURRIA - à évoquer le lien qui existe entre les investissements en matière de santé et la croissance, car - et Madame CHAN le dit souvent - la santé ce n'est pas une charge, ce n'est pas un fardeau, ce n'est pas simplement une obligation morale, c'est aussi une capacité de préparer l'avenir des investissements dans des technologies d'avant-garde et également de lutter contre des fléaux qui peuvent nous atteindre tous.

Je souhaitais donc pouvoir vous dire combien cette Commission, si elle remplit tout son rôle est importante. Elle nous permettra de tirer des conclusions que nous pourrons ensuite diffuser à l'ensemble des pays de la communauté internationale, mais nous devons être - autant que possible - concrets, pratiques : que pouvons-nous faire pour mieux former ? Comment pouvons-nous éviter qu'un certain nombre de personnels de santé soient « captés » par les pays les plus riches ? Comment pouvons-nous investir davantage dans les technologies qui permettent de mieux soigner ? Comment pouvons-nous assurer la prévention davantage qu'aujourd'hui ? Comment pouvons-nous également assurer une couverture sanitaire universelle ? Enfin, c'est la lutte contre le prix des médicaments qui peut être effectivement essentielle si nous voulons éviter qu'un certain nombre de populations soient écartées des traitements au prétexte qu'ils sont trop chers. Voilà les sujets que je voulais aborder en introduction. Je laisse la parole au Président ZUMA.